CNESOR

CETU

Activités de la CNESOR et quelques enseignements

Journée Sécurité – 2 décembre 2008

Rappel du rôle de la CNESOR (art. R118-2-1 du CVR)

- Avis pour le compte des ministres chargés de l'Équipement et de la Sécurité civile

- Avis sur les demandes d'agrément d'expert en matière de sécurité des tunnels

- Avis sur les dossiers préliminaires ou dossiers de sécurité avant mise en service ou pour renouvellement

Composition de la CNESOR (art. R118-2-2 du CVR)

- le président

- 6 représentants de l'État (Équipement, Transports, Sécurité civile, Prévention des risques, Défense, Sécurité publique)

- 4 représentants des collectivités (2 pour les communes, un pour les départements, un pour les régions)

- 12 personnalités qualifiées (dont un représentant des transporteurs et un représentant des associations pour la sécurité routière)

- le secrétariat

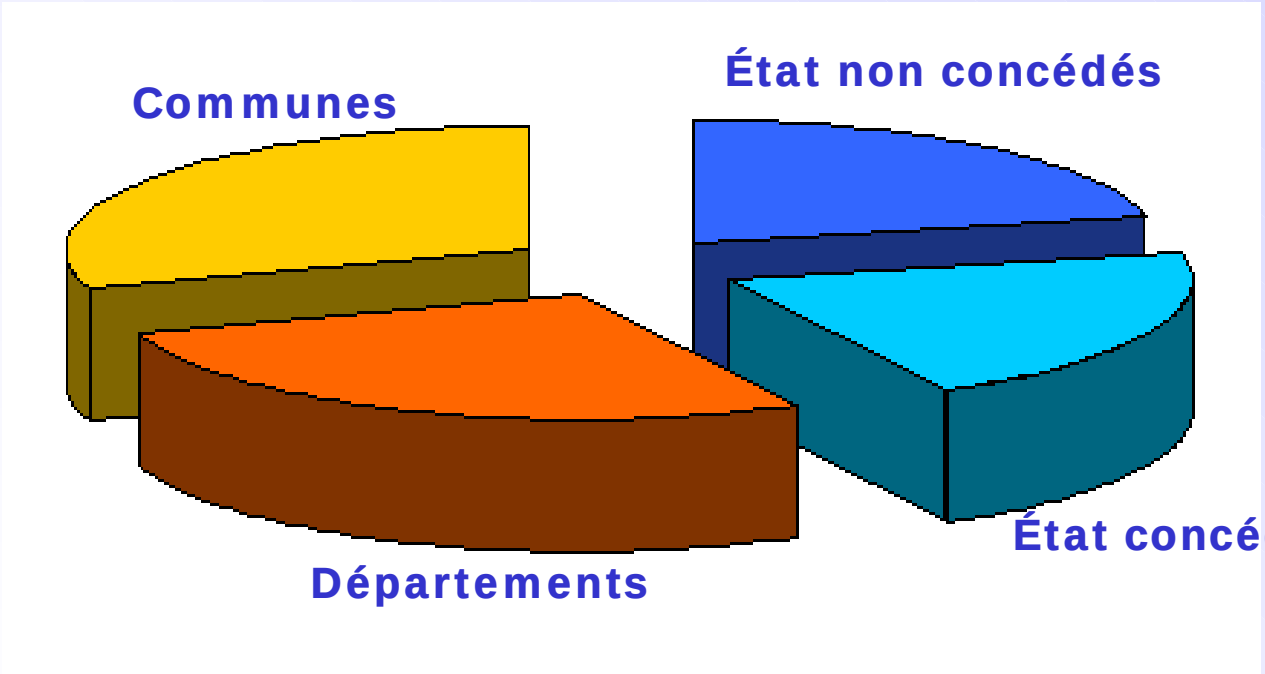
Quelques chiffres

- 22 réunions depuis la mise en place le 10 mars 2006 (un peu moins d'une par mois)
- 35 ouvrages examinés
- 24 décisions d'agrément d'experts ou d'organismes
- Avis et journées d'information

Le patrimoine des tunnels routiers français à fin 2007

	Nombre de tunnels	dont plus de 300m	dont plus de 1000m
Tunnels du réseau routier État			
Non concédés	93	42	15
Concédés	63	41	16
Tunnels du réseau des collectivités territoriales			
Gérés par les Départements ou les Régions	559	55	5
Gérés par d'autres collectivités	208	59	9
Total général	*923*	*197*	*45*

Le cas des 197 tunnels de plus de 300 m



L'avancement de la procédure d'examen des dossiers de sécurité

	Nombre de tunnels de plus de 300m	*Déjà examiné au moins une fois CESTR-CNESOR*	*% examiné*
Tunnels du réseau routier État			
Non concédés	40	36	90 %
Concédés	38	38	100%
Tunnels du réseau des collectivités territoriales			
Gérés par les Départements ou les Régions	55	20	36%
Gérés par d'autres collectivités	59	8	13 %
Total des tunnels concernés	***192***	***102***	***53 %***
Rappel : Tunnels transfrontaliers non concernés	*5*	-	-

Les collectivités territoriales concernées par des tunnels de plus de 300 m

- 31 départements géographiquement concernés avec :
  - 23 conseils généraux (~ 55 tunnels)
  - 15 villes
  - 4 communautés urbaines } (~ 60 tunnels)
  - et 2 régions
- 13 demandes d'opportunité de diagnostics par les préfets

Les questions principales (1)

- les conditions de trafic et la maîtrise des flux

1- Connaissance précise du trafic (VL, PL, TMD, cycles,…)

2- Caractérisation du risque de congestion, gestion des flux, évacuation du tunnel, cas des congestions fréquentes

3- Vitesse, inter-distances, homogénéité, contrôles (règlement)

4- Incidences sur les scénarios de désenfumage

Les questions principales (2)

- l'efficacité des dispositions d'évacuation

1- Nombre et implantation des issues de secours

2- Efficacité de l'évacuation, moyens de repérage et guidage, traitement des blocs issues/niches

3- Accessibilité PMR, conception intérieure, débouchés à l'air libre

4- Ventilation des issues et niveau de protection au feu

5- Maîtrise des surpressions

CNESOR

Journée Sécurité – 2 décembre 2008

Les questions principales (3)

- l'efficacité du système de désenfumage

1- Dimensionnement des installations, justification des hypothèses, cas des contre-pressions

2- Robustesse du système, moyens du contrôle du courant d'air

3- Mise en œuvre des modes de fonctionnement envisagés (selon état du trafic)

4- Outils de calcul, essais

Les questions principales (4)

- le comportement au feu des structures

1- Évaluation des performances in situ, moyens d'essai

2- Identification des niveaux de protection selon les secteurs et les fonctions à assurer

3- Hypothèse du temps d'évacuation

4- Méthodes de calcul, prise en compte de l'écaillage

Les questions principales (5)

- la sécurisation des moyens de communication

1- Liaison tunnel – PC, redondance, cas du PC très déporté

2- Architecture GTC, mise en œuvre rapide des fermetures

3- Organisation du PC, cas de l'opérateur seul

4- Couverture radioélectrique, cas des GSM

Les questions principales (6)

- la préparation des interventions sur incident

1- Organisation et mise aux point préalable des procédures, coordination des intervenants, traduction dans le PIS

2- Préparation par les exercices, formation des acteurs

3- Coordination nationale des modes d'intervention/ initiatives locales

4- Problème spécifique des moyens locaux d'intervention, alimentation en eau,…

Les questions principales (7)

- le phasage et la réalisation des travaux

1- Identification des contraintes de travaux, niveau d'étude

2- Opportunité d'un état de référence intermédiaire, étude de scénarios spécifiques dans l'ESD

3- Élaboration d'un PIS spécifique travaux

4- Exercices spécifiques à cette phase

Les questions principales (8)

- le retour d'expérience

1- Exigence réglementaire, intérêt des remontées d'information

2- Suivi des incidents et des « presque accidents »

3- Bilan des exercices, prise en compte des enseignements

4- Politique d'amélioration permanente mise en place

Conclusions

- Cadre réglementaire stabilisé

- Importance d’avancer rapidement dans l'élaboration des diagnostics de sécurité

- Nécessité d’une appropriation de la démarche par les maîtres d’ouvrage et exploitants

- Des points particuliers de vigilance